

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

BANQUE CALÉDONIENNE D'INVESTISSEMENT

Société anonyme d'économie mixte au capital de 7 500 000 000 FCFP.
Siège social : 54, avenue de la Victoire, BP K5, 98849 Nouméa.

A. — Comptes sociaux.

I. — Bilan au 31 décembre 2016.

(En milliers de Francs CFP.)

Actif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Opérations de trésorerie et interbancaires		61 511 864	49 316 601
Caisse, banques centrales, C.C.P		36 928 573	14 967 071
Créances sur les Etablissements de Crédit	2.1	24 583 292	34 349 529
A vue		15 433 999	26 250 194
A terme		9 149 292	8 099 336
Créances sur la clientèle	2.2	240 336 339	226 312 283
Créances commerciales		1 225 928	1 213 663
Autres concours à la clientèle		231 082 658	216 355 657
Comptes ordinaires débiteurs		8 027 754	8 742 963
Opérations sur titres		7 378 699	5 390 794
Obligations et autres titres à revenu fixe	2.3.1	7 317 451	5 198 310
Actions et autres titres à revenu variable	2.3.2	61 248	192 484
Valeurs immobilisées		2 659 893	2 702 320
Participations et autres titres détenus à long terme	2.4	290 565	297 450
Parts dans les entreprises liées	2.5	293 620	323 357
Immobilisations incorporelles	2.6	54 951	50 541
Immobilisations corporelles	2.7	2 000 143	2 010 462
Prêts participatifs	2.8	20 614	20 510
Créances douteuses	2.9		
Comptes de tiers et divers		6 571 024	4 602 846
Autres actifs	2.9.1	4 269 107	2 975 751
Comptes de régularisation	2.10.1	2 301 918	1 627 096
Total actif		318 457 819	288 324 843

Passif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Opérations de trésorerie et interbancaires		53 709 119	46 090 997
Dettes envers les établissements de crédit	2.1	53 709 119	46 090 997
A vue		1 785 535	851 451
A terme		51 923 583	45 239 545
Comptes créditeurs de la clientèle	2.2	198 301 091	176 065 451
Comptes d'épargne		28 620 328	28 078 893
A vue		28 620 328	28 078 893
Autres dettes		169 680 763	147 986 557
A vue		90 175 944	86 511 537
A terme		79 504 819	61 475 020
Dettes représentées par un titre	2.3.3	26 037 894	29 034 609

Titres de créances négociables		26 037 894	29 034 609
Comptes de tiers et divers		7 873 461	6 922 204
Autres passifs	2.9.2	3 487 143	3 615 575
Comptes de régularisation	2.10.2	4 386 318	3 306 628
Provisions et dettes subordonnées		5 669 042	5 388 473
Provisions pour risques et charges	2.11	857 854	577 285
Fonds pour risques bancaires généraux	2.12	4 811 187	4 811 187
Capitaux propres hors FRBG	2.13	26 867 213	24 823 111
Capital souscrit versé		7 500 000	7 500 000
Réserves		16 423 111	14 439 720
Report à nouveau débiteur			
Résultat de l'exercice		2 944 102	2 883 391
Total passif		318 457 819	288 324 843

Hors-bilan	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Engagements reçus :			
Engagements de financement	3.1.1	1 789 976	2 028 640
Engagements reçus d'établissements de crédit		1 789 976	2 028 640
Engagements de garantie	3.2.1	1 207 071	2 405 321
Engagements reçus d'établissements de crédit		1 207 071	2 405 321
Autres engagements reçus	3.3	1 248 673	597 258
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées		1 248 673	597 258
Engagements reçus de la clientèle			
Total engagements reçus		4 245 720	5 031 219
Engagements donnés :			
Engagements de financement		30 028 998	30 470 454
Engagements en faveur de la clientèle	3.1.2	30 028 998	30 470 454
Engagements en faveur d'établissements de crédit			
Engagements de garantie		13 476 602	12 076 412
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		3 969 405	2 629 924
Engagements d'ordre de la clientèle	3.2.2	9 290 152	9 183 992
Engagements donnés sur clientèle douteuse		217 044	262 496
Total engagements donnés		43 505 599	42 546 865

II. — Compte de résultat.

(En milliers de Francs CFP.)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts et produits assimilés	4.1	10 322 852	10 234 306
Sur opérations avec les établissements de crédit		146 786	197 087
Sur opérations avec la clientèle		10 176 066	10 037 218
Intérêts et charges assimilées	4.2	-3 379 285	-3 452 276
Sur opérations avec les établissements de crédit		-1 367 991	-1 529 880
Sur opérations avec la clientèle		-1 709 905	-1 615 493
Sur dettes représentées par des titres		-298 432	-303 655
Autres intérêts et charges assimilées		-2 957	-3 247
Revenus des titres à revenu variable	4.3	66 474	62 189
Commissions (produits)	4.4	4 126 607	3 889 760
Commissions (charges)	4.5	-1 007 387	-953 524
Gains sur opérations de portefeuille de négociation	4.6	438 462	373 118
Solde (bénéfice) des opérations de change		438 462	373 118
Gains sur opérations de portefeuille de placement et Assimilés	4.7		
Solde (bénéfice) des opérations sur titres en portefeuille			
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	4.8	101 321	142 705

Autres produits d'exploitation bancaire	4.8.1	260 023	224 090
Autres charges d'exploitation bancaire	4.8.2	-158 702	-81 385
Produit net bancaire		10 669 044	10 296 277
Charges générales d'exploitation	4.9	-4 495 116	-4 283 365
Frais de personnel	4.9.1	-3 317 848	-3 158 542
Autres frais administratifs	4.9.2	-1 082 974	-1 061 615
Impôts et taxes	4.9.3	-94 294	-63 208
Dotations aux amortissements et dépréciations	4.10	-256 486	-243 920
Résultat brut d'exploitation		5 917 442	5 768 992
Coût du risque	4.11	-758 430	-590 756
Résultat d'exploitation		5 159 012	5 178 236
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	4.12	-119 971	-49 256
Résultat courant avant impôt		5 039 040	5 128 979
Résultat exceptionnel	4.13	69 243	-16 518
Résultat avant FRBG et impôts		5 108 284	5 112 461
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées			
Impôt sur les bénéfices	4.14	-2 164 182	-2 229 070
Résultat net		2 944 102	2 883 391

III. — Annexe.

Note 1. – Principes comptables et méthodes d'évaluation.

Les comptes annuels de la Banque Calédonienne d'Investissement clos le 31 décembre 2016 ont été établis conformément aux dispositions du plan comptable applicable aux établissements de crédit, aux instructions de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolutions, aux règlements du Comité de la Réglementation Comptable, aux règlements du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, au règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables et dans le respect des principes comptables généralement admis.

Toutefois, la banque déroge aux principes ci-dessus dans les 2 cas suivants :

— La banque n'a pas mis en œuvre l'avis 2006-02 du Conseil National de la Comptabilité, qui prévoit que les engagements aux conséquences défavorables pour les établissements de crédit habilités à recevoir des dépôts d'épargne-logement et à consentir des prêts d'épargne logement doivent être provisionnés à chaque arrêté, ces engagements étant relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. La mise en œuvre de l'épargne logement en Nouvelle-Calédonie qui ne remonte qu'à septembre 2002 et la faiblesse du nombre d'opérations d'épargne ou de crédit, ne permettent pas à la banque de disposer d'échantillons mathématiques suffisants pour estimer les comportements futurs d'épargne et de crédit, et par là même les conséquences défavorables qui pourraient en résulter.

— La banque a mis en œuvre au 1er janvier 2010, l'avis 2009-05 du Conseil National de la Comptabilité relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, mais elle enregistre au passif en produits constatés d'avance, les commissions à étaler, au lieu de les enregistrer en diminution des créances.

Aucun changement de méthode comptable n'est à signaler au cours de l'exercice.

Tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets de dépréciations, d'amortissements et de corrections de valeur.

Tous les montants sont exprimés en milliers de Francs CFP (sauf mention contraire).

Pour mémoire, la parité Franc CFP / Euro est fixe et s'établit comme suit : 1000 Francs CFP = 8,38 Euros.

Actif

1.1. Créances sur la clientèle. — Les créances sur la clientèle figurent au bilan pour leur montant net de dépréciations.

Elles comprennent les créances commerciales, les autres concours à la clientèle qui totalisent les crédits de trésorerie, les crédits à l'exportation, les crédits à l'habitat, les crédits d'équipement et les valeurs en cours d'imputation, ainsi que les comptes débiteurs de la clientèle.

Elles sont inscrites au bilan pour le montant du principal restant dû et non exigible à la date de clôture.

Les intérêts courus non échus sur opérations avec la clientèle ainsi que les intérêts capitalisés du fait des périodes de différé sont intégrés aux créances auxquelles ils sont rattachés.

La banque utilise pour l'évaluation de ses créances deux indicateurs : la cotation IEOM et un système interne d'évaluation de la relation commerciale à 12 niveaux classés de A à L.

La segmentation des encours retenue par l'établissement est la suivante :

Outre la segmentation des crédits par durée restant à courir, la banque a retenu l'approche suivante en matière de ségrégation des crédits :

Par grand type de contrepartie (particuliers, professionnels, entreprises, secteur public)

Pour les entreprises et professionnels par secteur d'activité économique ; les secteurs suivants ont été retenus : Développement rural, Pêche, Artisanat / industrie, Hôtellerie / Tourisme, Services / Commerce, Crédits sécheresse, Prêts en devises, et Autres crédits court terme.

Compte tenu de son poids pour l'établissement, le secteur de l'immobilier est présenté toutes contreparties confondues.

La banque opère l'intégralité de son activité de crédit en Nouvelle-Calédonie. La présentation par secteur géographique à l'intérieur de la Nouvelle-Calédonie n'est pas jugée être un indicateur critique.

1.2. Créances douteuses et dépréciations. — Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution. Le déclassement en encours douteux s'opère en particulier systématiquement lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (neuf mois pour les créances sur les collectivités locales).

Au sein de l'encours douteux, les créances douteuses compromises sont les créances pour lesquelles aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. Sont en particulier identifiées comme telles les créances déchues de leur terme et les créances qui sont douteuses depuis plus d'un an à l'exception de celles pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées ou assorties de garanties permettant leur recouvrement.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Les créances douteuses sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Les créances qui sont restructurées à des conditions hors marché sont identifiées dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Elles font l'objet du calcul d'une décote représentative de la valeur actuelle de l'écart d'intérêts futurs. Cette décote est inscrite au résultat en coût du risque et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire, jusqu'au prononcé de la déchéance du terme. Lorsqu'ils sont impayés, ils sont intégralement dépréciés. Les mouvements sur la dépréciation pour intérêts des créances douteuses amortissables sont portés en correction des produits d'exploitation bancaire constatés. En l'absence d'information sur l'encaissement des intérêts des crédits non amortissables, les dépréciations constituées sur ces intérêts ne sont pas retraitées.

Sauf pour les créances supérieures à 50MF (étudiées au cas par cas), la dépréciation constituée sur le capital restant dû, et le taux appliqué sont déterminés à partir d'une analyse statistique des défaillances de groupes de créances homogènes. La dépréciation ainsi déterminée fait l'objet d'une actualisation aux taux du crédit. L'effet de désactualisation constaté sur les exercices suivants reste imputé sous la rubrique coût du risque.

Ces dépréciations sont inscrites directement en diminution de l'actif.

Les remboursements d'arriérés sont imputés prioritairement sur les échéances les plus anciennes, d'abord sur les pénalités de retard, puis sur les intérêts et enfin sur le capital.

1.3. Opérations sur titres. — Le portefeuille titres suit les règles d'évaluations du règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

1.4. Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme. — Les titres de participation sont enregistrés au coût d'acquisition.

Une dépréciation est constatée, au prorata des titres détenus, sur la base des fonds propres connus, lorsque celle-ci est inférieure à la valeur d'acquisition. Lorsque les résultats de l'exploitation sont déficitaires de manière récurrente ou en l'absence de visibilité consécutive à l'absence de transmission des documents comptables, une dépréciation est constatée par prudence à hauteur de 100 % de la valeur d'acquisition de la participation. Sont classés en titres de participation, les titres dont la détention durable est estimée utile à la banque en raison de son activité.

Sont classés en autres titres détenus à long terme, les titres de sociétés participant directement au développement économique de la Nouvelle-Calédonie.

1.5. Immobilisations incorporelles. — Les logiciels acquis par l'entreprise sont enregistrés à leur valeur d'acquisition.

Ils sont amortis sur leur durée probable d'utilisation selon le mode linéaire à partir de leur date de mise en service, soit :

— Logiciels micro-informatiques 2 à 3 ans

— Logiciels bancaires 3 à 5 ans

Les coûts de développement interne générés par la mise en œuvre de projets d'ampleur sont inclus dans le coût des logiciels concernés.

Les autres coûts de développement supportés par la société sont comptabilisés directement en charges.

1.6. Immobilisations corporelles. — Les immobilisations sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition, à l'exception des constructions et des terrains acquis initialement par la SICNC, conservés par la BCI lors de la scission, et qui ont fait l'objet d'une réévaluation libre le 31 décembre 1987. Elles sont amorties sur leur durée probable d'utilisation selon le mode linéaire exclusivement.

Les durées probables d'utilisation ont été estimées à :

Constructions :	
Façades destructibles	30 ans
Fondations et ossatures	50 ans
Couverture	25 ans
Ravalement et étanchéité	10 ans
Equipements techniques	10 ans
Agencements intérieurs	10 ans
Matériel, mobilier, et agencements	de 4 à 10 ans
Matériel informatique	de 3 à 7 ans
Véhicules	5 ans

Sont également classées en immobilisations corporelles, les participations majoritaires dans des sociétés civiles immobilières ainsi que les avances en comptes courants qui ont été faites à ces sociétés, pour financer la construction de locaux d'exploitation. Elles ne font l'objet d'aucun amortissement. Leur résultat étant déficitaire, il est l'objet d'une dépréciation des titres et créances rattachées. Cette dépréciation est assimilable à un amortissement.

1.7. Intérêts courus non échus sur opérations interbancaires. — Les intérêts courus non échus sur opérations interbancaires figurent dans le poste d'actif à raison duquel ils sont dus.

Passif.

1.8. Dettes à vue et à terme. — Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit, comptes d'épargne ordinaires et autres dettes pour la clientèle.

Est incluse, dans les dettes envers les établissements de crédit, la mobilisation de fonds par voie de réescompte auprès de l'Institut d'Émission d'Outre-mer.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.9. Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont constituées exclusivement par des titres de créances négociables.

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en compte de dettes rattachées, en contrepartie du compte de résultat et figurent sous la rubrique "Titres de créances négociables".

1.10. Provisions. — Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L.311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L.311-2 du même code, dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise.

Elles comprennent notamment :

— les provisions pour charges de retraite et primes de fidélité du personnel,
 — les provisions pour promesses de rétrocession de crédit d'impôts ou d'abandon de créances consenties dans le cadre d'opérations visées à l'article Lp 45 ter 1 et suivants du Code des impôts de Nouvelle-Calédonie

Le calcul des droits à indemnité de départ à la retraite et des droits à prime de fidélité, acquis par les salariés au titre des années de présence dans la banque, prend en compte les probabilités de réalisation de ces droits.

Les charges de retraite sont supportées par les caisses et les organismes auprès desquels la banque et ses salariés cotisent.

Ce poste recouvre également les provisions destinées à couvrir les risques et charges liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L.311-2 de ce même code, que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, dont la réalisation est incertaine et notamment :

— le risque probable de mise en jeu d'engagements par signature,
 — la provision pour litiges clients.

1.11. Fonds pour risques bancaires généraux. — Doté ou repris conformément au règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, le fonds pour risques bancaires généraux est destiné à faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais relevant de l'activité bancaire.

Hors bilan.

1.12. Engagements de hors bilan. — Sont considérés comme engagements, tous droits et obligations dont les effets sur le montant ou la composition du patrimoine de la banque sont subordonnés à la réalisation de conditions (cautions ou avals) ou d'opérations ultérieures (autorisations de crédit). Seuls les engagements qui ont un caractère d'irrévocabilité sont enregistrés au hors bilan.

Compte de résultat.

1.13. Produits et charges d'exploitation. — Les produits et les charges d'exploitation sont comptabilisés selon le principe d'indépendance des exercices. Les commissions sont comptabilisées selon le critère de la date d'exigibilité, d'encaissement ou de paiement.

Les intérêts perçus ou versés sont comptabilisés, déduction non faite de l'impôt sur le revenu des créances dépôts et cautionnements (IRCDC) comptabilisé en charges pour les placements, et directement en dettes fiscales pour les intérêts versés à la clientèle.

Il en est de même de la taxe sur les opérations financières (TOF) qui s'applique spécifiquement à certains intérêts, arrérages et autres produits perçus par les banques exerçant en Nouvelle-Calédonie, et qui est enregistrée directement en dettes fiscales.

1.14. Opérations en devises. — Les opérations en devises sont constituées :

— des emprunts souscrits par la BCI auprès d'établissements financiers,
 — du montant des avoirs des clients, logés dans nos livres, sous forme de dépôts à vue ou à terme,
 — du montant des avoirs de la BCI logés dans les livres des correspondants étrangers, sous forme de dépôts à vue ou à terme,
 — des encaisses destinées aux opérations de change manuel.

Toutes ces transactions font l'objet d'une réévaluation mensuelle aux cours de clôture et d'un enregistrement au compte de résultat.

1.15. Impôts différés. — La banque comptabilise un impôt différé pour étaler les crédits d'impôts des prêts à taux zéro sur la durée de vie de ces prêts.

1.16. Prime d'intéressement. — La prime d'intéressement due au personnel est constatée à la clôture de l'exercice en créditeurs divers. Son montant a été fixé en application de l'accord signé en 2013 pour les exercices 2013 à 2016 inclus.

Note 2. – Observations sur l'actif et le passif.

2.1. Opérations avec les établissements de crédit. — Les échéances des créances et des dettes avec les établissements de crédit s'analysent de la manière suivante :

(En milliers de Francs CFP)	Créances		Dettes	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
De 0 à 3 mois	24 518 571	34 271 218	14 178 395	17 131 745
De 3 à 12 mois			11 508 110	4 706 708
De 1 à 5 ans			4 685 124	857 995
Plus de 5 ans	38 425	38 425	23 081 524	23 099 347
Créances et dettes rattachées	26 295	39 886	255 965	295 201
Total	24 583 292	34 349 529	53 709 119	46 090 997
Dont solde avec des entreprises liées (y compris créances et dettes rattachées)				

Les dettes envers les établissements de crédit incluent le refinancement obtenu auprès de l'Institut d'Emission d'Outre-mer de Nouvelle-Calédonie dans le cadre du dispositif de réescompte. Le montant des créances données en garantie dans le cadre de ce dispositif est égal au montant du refinancement obtenu.

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2016	31/12/2015
Réescompte		6 669 912

2.2. Opérations avec la clientèle :

— Détail des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

(En milliers de Francs CFP)	Créances		Dettes	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
De 0 à 3 mois	20 628 942	21 402 121	135 304 358	128 904 463
De 3 à 12 mois	23 833 366	20 199 301	47 313 807	31 224 092
De 1 à 5 ans	83 366 778	83 110 132	14 834 316	13 721 841
Plus de 5 ans	111 527 026	100 494 545	94 248	796 430
Créances et dettes rattachées	980 227	1 106 184	754 362	1 418 625
Total	240 336 339	226 312 283	198 301 091	176 065 451
Dont solde des entreprises liées- (y compris créances et dettes rattachées)				

— Détail des créances sur la clientèle :

1) par secteur d'activité :

(En milliers de Francs CFP)	Brut	Dépréciation	Net 2016	Net 2015
Créances commerciales	1 366 731	140 803	1 225 927	1 213 663
Crédit à l'immobilier	126 560 300	1 278 696	125 281 604	114 736 951
Crédit de trésorerie	25 228 200	808 713	24 419 487	20 414 754
Prêts aux professionnels :	82 878 028	2 592 078	80 285 950	80 710 417
Développement rural	1 476 535	85 397	1 391 138	1 321 406
Pêche	108 528	20 926	87 603	96 059
Artisanat / industrie	4 697 314	585 692	4 111 622	4 640 672
Hôtellerie / tourisme	3 135 112	121 828	3 013 283	2 477 373
Services / commerce	73 252 478	1 769 732	71 482 746	71 974 728
Crédits sécheresse	4 570	4 570		
Créances rattachées	203 490	3 932	199 558	200 180
Collectivités publiques	472 445		472 445	276 818
Valeurs en cours d'imputation	623 172		623 172	216 717
Comptes ordinaires débiteurs	9 682 952	1 655 199	8 027 754	8 742 963
Total (1)	246 811 828	6 475 489	240 336 339	226 312 283
(1) dont encours restructuré à des conditions hors marché				

Les valeurs en cours d'imputation enregistrent le montant des échéances de prêts exigibles à la clôture de l'exercice et impayées à cette même date, ainsi que les prélèvements en cours de recouvrement non encore imputés sur les comptes clients, compte tenu des délais de règlement. Les comptes ordinaires débiteurs comprennent l'ensemble des découverts autorisés ou non.

2) par contrepartie :

(En milliers de Francs CFP)	Brut	Dépréciation	Net 2016	Net 2015
Sociétés et quasi-sociétés	111 673 790	3 482 379	108 191 411	104 338 944
Entrepreneurs individuels	13 597 589	1 143 604	12 453 985	11 484 133
Particuliers	118 642 773	1 846 672	116 796 101	108 095 003
Autres	2 274 505	2 834	2 271 671	2 177 486
Valeurs en cours d'imputation	623 172		623 172	216 717
Total	246 811 828	6 475 489	240 336 339	226 312 283

Risques immobiliers. — Les crédits à l'habitat représentent 52% du montant brut des Autres Concours à la Clientèle. Dans ce secteur, les risques de la BCI sont limités compte tenu de leur large répartition et du fait que la majorité des crédits à l'immobilier est garantie par des sûretés réelles ou un organisme de caution mutuelle.

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2016	31/12/2015
Prêts garantis par des sûretés réelles ou un organisme de caution mutuelle	115 747 756	105 676 773
Crédits à l'immobilier	126 560 300	115 942 550
Taux de couverture	91,46%	91,15%

Outre les crédits amortissables à l'habitat, les crédits à l'immobilier comprennent également le financement à court terme de promotions immobilières. Ce marché représente 3 % du portefeuille immobilier.

Le taux de dépréciation des créances douteuses et litigieuses relatives à des concours amortissables à l'habitat, s'élève à 46%. Leur taux de douteux rapporté à l'encours brut est de 1,9 %.

Les créances douteuses sur promotion s'élèvent pour leur part à 6,1 % de l'encours total accordé aux promoteurs. Elles sont dépréciées à hauteur de 98,3 %.

Dans leur globalité, les créances douteuses sont dépréciées à hauteur de 66,6 %. Elles sont détaillées comme suit :

— Détail des créances douteuses. — Les créances douteuses sont détaillées comme suit pour leur valeur brute :

3) par secteur d'activité :

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2016	31/12/2015
Créances commerciales	157 413	163 831
Crédit à l'immobilier	2 515 328	2 288 978
Crédit de trésorerie	1 344 957	1 224 714
Prêts aux professionnels :	3 675 045	3 506 062
Développement rural	114 779	113 525
Pêche	24 453	22 936
Artisanat / industrie	710 377	760 138
Hôtellerie / tourisme	123 614	132 263
Services / commerce	2 693 320	2 467 179
Crédits sécheresse	4 570	4 570
Créances rattachées	3 932	5 450
Collectivités publiques		
Valeurs en cours d'imputation		
Comptes ordinaires débiteurs	2 028 276	2 321 869
Total	9 721 019	9 505 454

4) par contrepartie :

(En milliers de Francs CFP)	Douteux	Compromis	Total 2016	Total 2015
Sociétés et quasi-sociétés	1 486 679	2 849 095	4 335 775	4 479 471
Entrepreneurs individuels	811 372	896 966	1 708 339	1 629 807
Particuliers	2 337 341	1 333 655	3 670 996	3 389 515
Autres	5 087	822	5 910	6 660
Valeurs en cours d'imputation				
Total	4 640 480	5 080 540	9 721 019	9 505 454

— Détail des dotations et reprises et dépréciations de créances sur la clientèle :

5) par secteur d'activité :

(En milliers de Francs CFP)	Dépréciations 31/12/2015	Dotations	Reprises	31/12/2016
Créances commerciales	149 630	11 159	19 986	140 803
Crédit à l'immobilier	1 205 599	347 003	273 906	1 278 696
Crédit de trésorerie	755 965	256 356	203 608	808 713
Prêts aux professionnels :	2 259 069	673 880	340 871	2 489 409
Développement rural	89 340	17 217	21 159	85 397
Pêche	20 414	1 794	1 282	20 926
Artisanat / industrie	609 271	74 276	97 855	585 692
Hôtellerie / tourisme	130 376	1 393	9 940	19 159
Services / commerce	1 399 649	579 191	209 107	1 769 732
Crédits sécheresse	4 570			4 570
Autres crédits court terme divers	5 450	9	1 527	3 932
Collectivités publiques				
Valeurs en cours d'imputation				
Comptes ordinaires débiteurs	1 825 096	262 001	431 897	1 757 868
Total	6 195 359	1 550 399	1 270 268	6 475 489

6) par contrepartie :

(En milliers de Francs CFP)	Dépréciations au 2016			Dépréciations
	Douteux	compromis	Total	31/12/2015
Sociétés et quasi-sociétés	922 599	2 559 780	3 482 379	3 408 740
Entrepreneurs individuels	343 319	800 285	1 143 604	1 143 068
Particuliers	876 361	970 311	1 846 672	1 637 537
Autres	2 148	687	2 834	6 014
Valeurs en cours d'imputation				
Total	2 144 426	4 331 063	6 475 489	6 195 359

2.3. Opérations sur titres :

2.3.1 Obligations et autres titres à revenu fixe (actif) :

Désignation	Valeur d'acquisition	Coût amorti en fin de période dont coupon courus	Valeur liquidative à la clôture de l'exercice	Plus value latente	Moins value latente	Dépréciations	Produits de l'exercice	Résultat des cessions de l'exercice
FR0000187361	688 535							
FR0000570921	557 700	488 715	495 158		6 442		6 585	
FR0010670737	347 837	322 011	324 761		2 751		2 494	
FR0011059088	236 541	226 780	237 229		10 449		1 297	
FR0011337880	468 477	459 285	487 589		28 305		1 901	
ES00000123B9	751 838	743 307	732 339	10 969			21 967	
ES00000123K0	778 860	779 682	758 413	21 269			31 948	
ES00000122T3	715 817	695 122	703 983		8 861		4 823	
ES00000122D7	682 578	678 356	675 322	3 034			15 976	
FR0013189073	1 193 317	1 194 860	1 184 964	9 896			1 542	
FR0013200813	1 132 220	1 132 554	1 142 482		9 928		334	
FR0013228756	596 659	596 780	596 659	121			121	
Total	8 150 379	7 317 451	7 338 899	45 289	66 737		88 990	

2.3.2 Actions et autres titres à revenu variable (actif) :

Désignation	Valeur d'acquisition	Valeur liquidative à la clôture de l'exercice	Date de valorisation	Plus value latente	Moins value latente	Dépréciations	Produits perçus dans l'exercice	Résultat des cessions de l'exercice
Fonds Calédonien de Développement	250 000	171 192	30/06/2016		78 809	78 809		
Fonds NEOCAL CROISSANCE	18 000	16 846	30/06/2016		1 154	1 154		
Total	268 000	188 038			79 962	79 962		

2.3.3 Titres de créances négociables (Passif). — Les opérations sur titres au passif sont uniquement constituées de titre de créances négociables. La BCI a obtenu en janvier 2011, l'accord de la banque de France (renouvelé annuellement) pour un programme d'émission de Certificats de Dépôt (NEUCP) et de BMTN (TNMT). La BRED Banque Populaire est agent domiciliataire de ces titres. A la clôture de l'exercice, les échéances des dettes avec les établissements de crédit s'analysent de la manière suivante :

(En milliers de Francs CFP)	Dettes	
	31/12/2016	31/12/2015
De 0 à 3 mois	11 191 609	8 215 091
De 3 à 12 mois	12 603 931	10 924 469
De 1 à 5 ans	2 024 596	9 703 786
Plus de 5 ans		
Dettes rattachées	217 759	191 263
Total	26 037 894	29 034 609

2.4. Participations et autres titres détenus à long terme :

Désignation	Date des états financiers	Capital social	Capitaux propres (hors capital)	CA ou PNB de l'exercice	Résultat de l'exercice	Part BCI en %	Valeur d'acquisition des titres	Valeur nette	Dividendes bruts
Activité de portefeuille									
SOGEFOM	31/12/2015	131 504	1 646 539	237 470	-50 239	3,76%	4 766	4 766	
Dans des sociétés financières - Total A							4 766	4 766	
AIR CALEDONIE INTERNATIONAL	31/12/2015	10 434 973	1 787 139	18 013 912	317 279	0,21%	63 816	24 587	

NORD TOURISME	31/03/2016	472 740	-1 730 001	146 012	-166 072	3,96%	18 740		
PROMO - SUD	31/03/2016	358 000	6 938 662	53 046	-574 566	5,59%	19 000	19 000	
S.A. KOULNOUE VILLAGE	31/03/2016	5 688	-649 468	274 672	-70 986	3,86%	18 012		
S.H.N.	31/12/2015	6 113 357	3 715 239	1 407 772	232 740	1,51%	92 325	92 325	
SEM DE TINA	31/12/2015	325 370	-16 152	181 620	5 762	0,64%	4 173		
SECAL SA	31/12/2015	565 000	211 788	2 420 683	37 234	8,00%	2 600	2 600	
SODEMO SAEM	31/12/2015	185 000	233 628	539 164	26 679	3,48%	6 430	6 430	
SURF S.A.	31/03/2016	478 913	-1 688 656	124 633	-239 152	0,00%	12		
COTE OCEANIEENNE SEML	31/03/2016	158 200	537 442		52 198	4,65%	7 350	7 350	
GRAND NORD SEML	31/03/2016	163 710	133 316		10 483	7,76%	12 700	12 700	
ESPACES DE L'OUEST SEML	31/03/2016	158 750	396 786		161 811	5,02%	7 970	7 970	
SUD MINIER SEML	31/03/2016	159 680	-14 202		1 082	2,91%	4 640	4 027	
OPI SAS	31/12/2015	22 000	26 096	66 705	893	40,00%	12 582		
HIBISCUS PARTICIPATION 2006	nd	1 000				65,75%	658		
SCP ILES 2007	nd	200				19,00%	38		
SC NORD 2008 I	nd	3 000				20,00%	600		
SCP CENTRE INVEST	nd	200				32,10%	64		
SCP ETV 2009 I	nd	1 000				8,85%	89		
SC SUD PARTICIPATION 2009	nd	3 000				30,00%	900		
SC NORD PARTICIPATION I 2009	nd	10				30,00%	3		
SC OAKO 2009	nd	1 500				24,17%	363		
NC INVEST 2010 I	nd	3 000				21,43%	643		
SCP ORCHIDEES INVEST	nd	200				15,80%	32		
NC INVEST 2010 II	nd	1 000				37,40%	374		
SC NORD INVEST 2010	nd	10				30,00%	3		
SCP GD 2	nd	200				6,10%	12		
BREBILAIT	nd	1 000				17,25%	173		
SCP GD 5	nd	200				8,50%	17		
SC NORD INVEST 2011	nd	10				40,00%	4		
SC KW 2011	nd	1 500				25,23%	379		
SC POE	nd	1 500				19,23%	289		
SCP SUD 2012	nd	200				33,30%	67		
SC NC INVEST 2012 III	nd	1 500				15,43%	232		
SAS SANA PARADISE OUEVA	nd	2 000				27,80%	556		
SC GONDWANA INVEST	nd	3 000				40,30%	1 209		
EEN INVEST FERME ILE DES PINS	nd	2 000				23,68%	474		
SC RTK INVEST	nd	4 000				11,66%	467		
EPURATION ET SECHAGE SERVICES	nd	3 000				13,37%	401		
SARL KAREM BAY	nd	135 787				99,93%	135 687		
NORD INVESTISSEMENT 2016	nd	4 000				15,00%	600		
Dans des sociétés non financières - Total B							414 679	176 989	
Titres de participations dans des sociétés financières									
BWF (1)	31/12/2015	455 000	216 731	293 698	56 708	34,00%	92 820	92 820	19 295
Titres de participations dans des sociétés non financières									
CSB	30/06/2016	104 000	930 536	1 647 589	237 834	15,38%	15 990	15 990	15 385
VISA INC	nd					ns			16
Titres de participations - Total C							108 810	108 810	34 695
Total (A+B+C)							528 255	290 565	34 695

(1) Hors 61 880 000 FCFP d'actions gratuites (nd) Comptes du 1er exercice non disponible à la clôture des comptes de la BCI

2.5. Parts dans les entreprises liées :

Désignation	Date états financiers	Capital social	Capitaux propres (hors capital)	CA ou PNB de l'exercice	Résultat de l'exercice	Part BCI en %	Valeur d'acquisition des titres	Valeur nette	Dividendes bruts
Sociétés financières									
Néant									
Sociétés non financières									
SOCADIR	31/12/2016	1 000	100	26 698		100,00%	1 000	1 000	
Créances rattachées	31/12/2016					0,00%	287 270	287 270	
SOCALPAR	31/12/2016	500				100,00%	500	500	
Créances rattachées	31/12/2016					0,00%	2 538	2 538	
GIE SIENC						14,29%			

Créances rattachées					0,00%	2 312	2 312	
Total						293 620	293 620	

2.6. Les immobilisations incorporelles :

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2015	Augmentations	Diminutions	31/12/2016
Immobilisations incorporelles	979 441	41 015	6 541	1 013 915
Amortissements cumulés	-928 900	-36 605	-6 541	-958 965
Immobilisations en cours				
Total net	50 541	4 409		54 951

2.7. Les immobilisations corporelles :

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2015	Augmentations	Diminutions	Transferts	31/12/2016
Immobilisations					
Titres des sociétés civiles (1)	94 754				94 754
Créances rattachées	130 489	20 035	41 498		109 026
Dépréciations	-5 498	5 498	6 974		-6 974
Total S.C.I	219 745	25 533	48 472		196 807
Immobilisations d'exploitation	3 523 486	298 189	83 398		3 738 278
Immobilisations hors exploitation	369 693	41 621			411 313
Immobilisations en cours	238 935	146 867	260 406		125 396
Total brut des immobilisations	4 132 114	486 677	343 804		4 274 987
Amortissements / dépréciations					
Immobilisations d'exploitation	-2 220 858	-198 661	-82 654		-2 336 865
Immobilisations hors exploitation	-120 539	-14 246			-134 786
Total amortissements	-2 341 397	-212 907	-82 654		-2 471 650
Total net des immob. Corporelles	2 010 462	299 303	309 622		2 000 143

(1) Entreprises dont la BCI est indéfiniment responsable

Dénomination	Siège social
SCI Avenir	50 avenue de la Victoire – Nouméa
SCI Le Banian	Rue du Docteur Guégan – Nouméa

2.8. Les prêts participatifs :

(En milliers de Francs CFP)	Brut	Dépréciation	Net 2016	Net 2015
Prêts participatifs	20 614		20 614	20 510
Total	20 614		20 614	20 510

2.9. Autres actifs / passifs :

2.9.1 - Postes d'Actif :

Autres actifs(En milliers de Francs CFP)	31/12/2016	31/12/2015
Débiteurs divers	2 165 652	1 944 702
Stocks et emplois divers	506 297	13 512
Créances rattachées à des participations	1 589 565	1 009 950
Provisions sur débiteurs divers		
Biens acquis sur adjudication	7 587	7 587
Provisions sur débiteurs divers		
Total	4 269 102	2 975 751

Les créances rattachées à des participations concernent principalement les financements consentis dans le cadre des articles Lp 45 ter 1 et suivants du Code des impôts de Nouvelle-Calédonie.

Les débiteurs divers sont principalement composés de l'avoir fiscal sur les PTZ pour 1,1 Milliard F CFP au 31/12/2016.

2.9.2 - Postes de Passif :

Autres passifs(En milliers de Francs CFP)	31/12/2016	31/12/2015
Dettes fiscales	527 161	457 334

Dettes sociales	709 984	757 061
Dettes fournisseurs	97 566	93 589
Créditeurs divers	569 158	496 364
Fonds gérés pour le compte de l'Etat, de la Nouvelle-Calédonie, des Provinces et autres collectivités	1 583 273	1 811 228
Total	3 487 143	3 615 575

Les fonds gérés s'analysent ainsi :

Fonds gérés (En milliers de Francs CFP)	31/12/2016	31/12/2015
Pour le compte :		
De la Nouvelle-Calédonie	331 397	334 835
De la Province Iles	202 805	153 035
De la Province Nord	313 020	503 369
De la Province Sud	736 052	819 988
Total	1 583 273	1 811 228

Ces fonds sont utilisés conformément aux dispositions des conventions qui les régissent. Les soldes représentent l'excédent net entre les ressources ainsi confiées à la gestion de la BCI et les utilisations sous forme de prêts ou d'aides publiques. Cet excédent est rémunéré par la BCI. La banque perçoit par ailleurs une commission de gestion.

2.10. Comptes de régularisation :

2.10.1. Postes d'Actif :

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes de régularisation et divers	320 069	100 951
Valeurs en recouvrement	1 981 849	1 526 143
Total	2 301 918	1 627 095

2.10.2 - Postes de Passif ;

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2016	31/12/2015
Produits constatés d'avance et autres	3 332 274	2 840 548
Valeurs à compenser	1 054 044	466 080
Total	4 386 318	3 306 628

2.11. Provisions pour risques et charges ;

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2015	Dotations aux provisions	Reprises de provisions devenues disponibles	Reprises de provisions pour utilisation	31/12/2016
Engagements de retraite	223 618	54 725	4 125	2 229	271 990
Engagements de fidélité	86 951	23 878	2 193	2 859	105 777
Engagements douteux (1)					
Litiges avec la clientèle		82 048			82 048
Litiges sociaux	8 783	6 000	4 133		10 650
Promesse d'abandon de créance	257 934	157 855		28 400	387 389
Divers					
Total des provisions pour risques et charges et assimilés	577 285	324 507	10 451	33 487	857 854
<i>(1) Concerne des engagements de hors bilan</i>					

Les engagements en matière de retraite et de fidélité ont été calculés sur la base d'un taux d'actualisation de 2% contre 3% l'an dernier.

Les engagements douteux concernent des engagements de hors bilan.

Les promesses d'abandon de créances concernent les engagements pris au regard des financements consentis dans le cadre des opérations visées aux articles Lp 45 ter 1 et suivants du Code des impôts de la Nouvelle-Calédonie.

2.12. Fonds pour risques bancaires généraux. — Les mouvements affectant le Fonds pour Risque Bancaires Généraux ont été les suivants au cours des 5 derniers exercices :

Exercice (En milliers de Francs CFP)	Mouvements	Solde en fin d'exercice
2012		4 811 187
2013		4 811 187

2014		4 811 187
2015		4 811 187
2016		4 811 187

2.13. Capitaux propres (hors FRBG) :

A) Détail des capitaux propres (hors FRBG) :

En milliers de Francs CFP	31/12/2015	Affectation du Résultat n-1	Autres mouvements	31/12/2016
Réserve légale	750 000			750 000
Réserves spéciales	50 000			50 000
Autres réserves	13 639 720	1 983 391		15 623 111
Résultat de l'exercice			2 944 102	2 944 102
Résultat de l'exercice antérieur	2 883 391	-2 883 391		
Capital social	7 500 000			7 500 000
Distribution de dividendes		900 000	-900 000	
Total	24 823 111		2 044 102	26 867 213

B) Informations sur le capital social. — Le capital social de la Banque Calédonienne d'Investissement entièrement libéré s'élève à 7,5 milliards de FCFP. Il est composé de 250 000 actions d'une valeur nominale de 30 000 FCFP. Il n'a subi aucune modification au cours de l'exercice.

A la clôture de l'exercice, le capital social de la banque est détenu de la manière suivante :

- 50,0 % par la Nouvelle-Calédonie
- 49,9 % par la COFIBRED
- 0,1 % par l'Agence Française de Développement.

Note 3. — Observations sur les engagements de hors bilan.

Les engagements de financement.

3.1.1. Les engagements reçus. — Les engagements de financement reçus d'établissements de crédit sont détaillés de la manière suivante :

Engagements de financement reçus (En milliers de Francs CFP)	31/12/2016	31/12/2015
D'entreprises liées		
D'autres établissements de crédit	1 789 976	2 028 640
Total	1 789 976	2 028 640

3.1.2. Les engagements donnés. — Les engagements de financement en faveur de la clientèle se décomposent comme suit :

Engagements de financement donnés (En milliers de Francs CFP)	31/12/2016	31/12/2015
Ouvertures de crédits confirmés	29 422 385	29 948 700
Ouvertures de crédits documentaires	492 131	380 395
Autres engagements	114 481	141 359
Total	30 028 998	30 470 454

Les engagements de garantie.

3.2.1. Les engagements reçus :

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2016	31/12/2015
Cautions, avals et garanties reçus d'établissement de crédit	1 207 071	2 405 321
Dont entreprise liées		

3.2.2. Les engagements donnés :

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2016	31/12/2015
Engagements de garanties d'ordre de la clientèle	9 290 152	9 183 992
Dont entreprise liées		
Engagements de garanties d'ordre d'établissements de crédit	3 969 405	2 629 924
Engagements de garanties donnés douteux	217 044	262 496

3.3. Les autres engagements reçus :

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2016	31/12/2015
Garanties reçues d'administrations publiques (avals)	1 248 673	597 258
Autres garanties reçues de la clientèle		

Les engagements sur instruments financiers à terme. — Les opérations réalisées concernent exclusivement des instruments à terme de taux, négociés sur le marché de gré à gré. Elles portent sur des swaps visant à couvrir l'impasse de taux de la banque. Leur durée résiduelle est inférieure à 5 ans.

(En milliers de Francs CFP)	31/12/2016		31/12/2015
	Nominal	Valorisation à la clôture	Nominal
Marché de gré à gré :			
Opérations fermes sur instruments de taux d'intérêts	16 706 444	-644 366	20 286 396

Compte tenu de leur finalité la valorisation de ces opérations n'a fait l'objet d'aucune dépréciation.

Autres divers.

Les engagements en devises. — Les contrats d'achats et de ventes à terme concernent :

Devises(En milliers de Francs CFP)	31/12/2016	
	Achats	Ventes
Dollars australiens	-32 814	
Dollars néo-zélandais	41 065	
Dollars US	-214 121	
Yens japonais		

La banque organise systématiquement la couverture des opérations à terme qu'elle réalise avec ses clients. Elle couvre également par des achats à terme une partie des dépôts à terme que la clientèle effectue auprès d'elle.

Note 4. – Observations sur le compte de résultat.

4.1. Intérêts et produits assimilés :

(En milliers de Francs CFP)	2016	2015
Sur opérations avec les établissements de crédit		
A vue	29 149	85 473
A terme	117 637	111 614
Sous-total (1)	146 786	197 087
Sur opérations avec la clientèle		
Intérêts sur créances commerciales	65 096	72 389
Intérêts sur crédits de trésorerie	1 723 818	1 612 394
Intérêts sur crédits à l'habitat	4 901 406	4 820 864
Intérêts sur crédits d'équipement	3 140 055	3 239 046
Autres produits assimilés	345 691	292 526
Sous-total (2) (3)	10 176 066	10 037 218
Total	10 322 852	10 234 306
(1) Dont établissements liés		
(2) Dont établissements liés		
(3) Dont net de dotations reprises des intérêts douteux retraités des règles de présentation CRC N° 2000.03.	2 257	-26 880

4.2. Intérêts et charges assimilées :

(En milliers de Francs CFP)	2016	2015
Sur opérations avec les établissements de crédit		
A vue	115	35
A terme	1 314 150	1 481 821
Autres	53 725	48 025
Sous total (1)	1 367 991	1 529 880
Sur opérations avec la clientèle		
A vue	154 006	177 819

A terme	1 534 210	1 420 908
Autres	21 689	16 767
Sous-total (2)	1 709 905	1 615 493
Sur dettes représentées par des titres	298 432	303 655
Autres intérêts et charges assimilées (fonds gérés)	2 957	3 247
Total	3 379 285	3 452 276
<i>(1) Dont établissements liés</i>		
<i>(2) Dont établissements liés</i>		

4.3. Revenus des titres à revenu variable :

(En milliers de Francs CFP)	2016	2015
Titres de placement	208 283	103 022
Étalement des primes d'acquisition	-176 609	-90 674
Titres de participation	34 695	49 737
Autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Intérêts des prêts participatifs	104	103
Total	66 474	62 189

4.4. Commissions – Produits :

(En milliers de Francs CFP)	2016	2015
Commissions perçues (produits)		
Commissions sur opérations avec la clientèle	1 599 931	1 627 773
Commissions sur moyens de paiement	1 997 162	1 790 072
Commissions sur opérations de change	36 620	30 717
Commissions sur prestations de service	492 894	441 198
Total (1)	4 126 607	3 889 760
<i>(1) Dont entreprises liées</i>	0	0

4.5. Commissions – Charges :

(En milliers de Francs CFP)	2016	2015
Commissions versées (charges)		
Sur opérations de trésorerie et interbancaires	50 656	40 934
De gestion des moyens de paiement et divers	956 731	912 590
Total (1)	1 007 387	953 524
<i>(1) Dont entreprises liées</i>		

4.6. Gains sur opérations de portefeuille de négociation. — Les gains sur opérations de portefeuille de négociation correspondent pour leur totalité au bénéfice de change réalisé sur les opérations en devises. Celles-ci comprennent : les opérations au comptant, les opérations à terme et l'évaluation du stock des opérations en devises inscrites à la clôture de l'exercice.

(En milliers de Francs CFP)	2016	2015
Résultat de change	438 462	373 118
Total	438 462	373 118

4.7. Gains sur opérations de portefeuille de placement et assimilés. — La banque n'a pas effectué d'opération de ce type au cours de l'exercice.

4.8. Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

4.8.1. Autres produits d'exploitation bancaire :

(En milliers de Francs CFP)	2016	2015
Commission de gestion sur dossier d'assurance	174 051	159 181
Intérêts de retard perçus sur clientèle contentieuse	38 418	12 670
Revenus des immeubles	26 977	26 958
Prestations de services diverses	4 624	4 211

Autres produits	15 953	21 070
Total	260 023	224 090

4.8.2. Autres charges d'exploitation bancaire :

(En milliers de Francs CFP)	2 016	2 015
Autres charges	158 702	81 385
Total	158 702	81 385

4.9. Charges générales d'exploitation :

4.9.1. Frais de Personnel :

(En milliers de Francs CFP)	2016	2015
Salaires	2 250 330	2 174 294
Charges patronales	850 140	820 835
Autres charges (formation continue, CE ...)	71 971	74 652
Intéressement des salariés au résultat	180 346	186 199
Charges de personnel refacturées et transfert de charges	-104 005	-99 173
Net de dotations reprises sociales	69 065	1 737
Total	3 317 848	3 158 542

4.9.2 - Autres frais administratifs :

(En milliers de Francs CFP)	2016	2015
Assistance technique	73 276	45 790
Locations	136 722	138 631
Transports et déplacements	36 311	38 704
Fournitures consommables et autres services extérieurs	189 530	183 130
Frais d'entretien et de réparation	221 696	214 600
Honoraires et rémunération d'intermédiaire	86 131	78 157
Autres frais généraux	339 308	362 603
Total	1 082 974	1 061 615

4.9.3. Impôts et taxes :

(En milliers de Francs CFP)	2016	2015
Impôt sur le Revenu des Créances, Dépôts et Cautionnements	14 129	15 739
Autres impôts et taxes	80 165	47 469
Total	94 294	63 208

4.10. Dotations aux amortissements et dépréciations :

(En milliers de Francs CFP)	2 016	2 015
Dotations aux amortissements :		
Des immobilisations incorporelles	35 717	31 884
Des immobilisations corporelles	213 796	206 539
Sous total	249 513	238 422
Dotations pour dépréciations des titres et créances rattachées	6 974	5 498
Total	256 486	243 920

4.11. Coût du risque :

(En milliers de Francs CFP)	2016	2015
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	-52 958	-35 537
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des dépréciations	-431 131	-126 694
Reprises de dépréciations utilisées	432 048	126 694
Dotations aux dépréciations pour créances douteuses	-1 552 655	-1 252 480
Récupérations sur créances amorties	8 046	19 724

Reprises de dépréciations devenues disponibles	838 220	626 082
Perte sur litiges avec la clientèle		-776
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Reprises de provisions pour risques et charges		52 230
Total	-758 430	-590 756

4.12. Gains ou pertes sur actifs immobilisés :

(En milliers de Francs CFP)	2016	2015
Dotations pour dépréciations sur titres	-13 373	-18 807
Reprises de dépréciations sur titres	101	389
Plus-value sur cessions de titres		
Moins-value sur cessions de titres		
Reprises de dépréciations constituées sur immobilisations corporelles		
Moins-value sur cessions d'immobilisations	-108 452	-31 380
Plus-value sur cessions d'immobilisations	1 753	542
Total	-119 971	-49 256

4.13. Résultat exceptionnel :

(En milliers de Francs CFP)	2016	2015
Produits :		
Résultat d'assurance	98 081	38 189
Reprise dépréciations sur créances hors clientèle irrécouvrables		
Reprise dépréciation SCI LE BANIAN	5 498	8 538
Autres produits exceptionnels	477	6 771
Total produits	104 056	53 498
Charges :		
Indemnités de remboursements anticipés d'emprunts (1)		
Subvention d'équilibre filiales	25 805	53 425
Perte SCI LE BANIAN	8 213	8 538
Perte sur créances hors clientèle irrécouvrables		
Autres charges exceptionnelles	795	8 053
Total charges	34 813	70 016
Résultat exceptionnel	69 243	-16 518
(1) dont entreprises liées		

4.14. Impôt sur les bénéfices :

A) Fiscalité. — L'impôt sur les sociétés et la Contribution Sociale Additionnelle, dus au titre de l'exercice, sont présentés dans le tableau ci-dessous, déduction faite de l'Impôt sur le Revenu des Créances Dépôts et Cautionnements (IRCDC), de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) des titres des sociétés calédoniennes et des crédits d'impôts liés à des mesures de défiscalisation.

Au cours de l'exercice, la BCI a effectué des prises de participation et des apports en comptes courants dans différentes sociétés. Les projets supportés par ces sociétés ayant obtenu des agréments de défiscalisation, ils ont permis à la BCI de bénéficier d'une réduction d'impôt présentée ci-dessous, en contrepartie dans certains cas, de promesses d'abandons des sommes apportées en comptes courants ou sous forme de prise de participation. La dotation aux provisions de ces promesses d'abandon de créances, ainsi que les autres charges et produits liés à ces opérations sont inscrites au poste Impôts sur les bénéfices comme étant le coût de l'économie d'impôt réalisée.

(En milliers de Francs CFP)	2016	2015
Impôts sur les sociétés hors opérations de défiscalisation	1 635 686	1 597 345
Contribution sociale additionnelle	791 089	776 660
Réductions d'impôt liées aux opérations de défiscalisation	-481 595	-81 000
Impôts différés sur prêts à taux zéro	-143 385	-132 283
Impôts sur les sociétés dus au titre de l'exercice	1 801 795	2 160 723
Régularisation sur exercices antérieurs		
Impôts sur les sociétés dus	1 801 795	2 160 723
Charges et produits sur opérations de défiscalisation	336 010	45 848
Contribution additionnelle à l'IS	26 377	22 500
Impôts sur les bénéfices	2 164 182	2 229 070

B) Répartition du montant global des impôts sur les bénéfices. — La ventilation de l'impôt sur les bénéfices entre la partie imputable aux éléments exceptionnels du résultat et la partie imputable aux autres éléments s'établit comme suit :

(En milliers de Francs CFP)	Montant brut	IS (1)	Montant après IS
Résultat courant (y compris dotation au FRBG)	5 039 040	-2 137 805	2 901 235
Résultat exceptionnel	69 243		69 243
Contribution additionnelle à l'IS		-26 377	-26 377
Résultat net comptable	5 108 284	-2 164 182	2 944 102
(1) et charges assimilées			

Note 5. – Autres informations.

A) Fiscalité latente. — Le tableau ci-dessous synthétise les créances et dettes d'impôts non comptabilisées.

Créances et dettes d'impôts (en base d'is)	Début d'exercice		Variation de l'exercice		Fin d'exercice	
Nature	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
Décalages certains ou éventuels						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour abandon de créances						
Décote pour écart futur d'intérêts						
Provision pour indemnités de départ en retraite	223 618		54 725	6 353	271 990	
Provision pour litige clientèle non déductible			23 200		23 200	
Provision pour Risques et Charges			50 000		50 000	
Charges non déductibles temporairement						
Provisions sur perte Fonds de prêts d'honneur						
Produits non taxables temporairement						
Fraction différée des plus values à CT						
Plus values à long terme différées						
Plus-values latentes taxables d'avance						
IRCDC s/intérêts courus non échus						
Sous-total	223 618		127 925	6 353	345 190	
Eléments à imputer						
Déficits reportables fiscalement						
Amortissements différés						
Moins values à long terme	1 916		6 884	1 193	7 607	
Sous-total	1 916		6 884	1 193	7 607	
Eléments de taxation éventuels						
Réserve spéciale des plus values à LT						
Réserve spéciale des profits éventuels						
Total créances et dettes d'impôts non comptabilisées (en base)	225 534		134 809	7 547	352 797	

Créances et dettes d'impôts	Début d'exercice		Variation de l'exercice		Fin d'exercice	
Nature	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
IS sur Prêts à taux Zéro	264 459		95 590		360 049	
CSA sur Prêts à taux Zéro	132 229		47 795		180 024	

La différence entre le résultat comptable et le résultat fiscal est justifiée principalement par la non déductibilité de l'Impôt sur les Sociétés et de la Contribution Sociale Additionnelle pour un total de 2 924 millions de FCFP.

A noter que les dotations au FRBG constatées sur les exercices antérieurs avaient été réintégrées pour la détermination du résultat fiscal.

B) Faits caractéristiques de l'exercice. — Aucun fait caractéristique sur l'exercice.

C) Informations relatives aux transactions entre parties liées. — Aucune partie n'est considérée comme liée à la BCI compte tenu de la détention de son capital.

D) Epargne Logement :

(En milliers de Francs CFP)	2016	2015
Montants collectés		
Comptes épargne logement (CEL)	52 685	61 963
Plans épargne logement (PEL)	571 182	578 730
En cours crédits		
Comptes épargne logement (CEL)		
Plans épargne logement (PEL)		374

E) Effectif moyen

	2016	2015
Cadres expatriés	3	2
Cadres	71	65
Gradés	158	153
Agents de banque	163	158
Agents de service	0	0
Total	394	378

F) Contre-valeur des comptes en devises (hors Euros) :

(En milliers de Francs CFP)	2016	2015
Actif :		
Opérations de trésorerie		
Billets, monnaies et autres valeurs	256 626	210 685
Comptes et prêts, comptes de régularisation et divers	667 569	821 062
Opérations avec la clientèle		
Crédits à l'équipement		
Valeurs non imputées et divers		
Passif :		
Opérations de trésorerie		
Emprunts BEI (yen, livre sterling, USD)		
Autres sommes dues	-18 073	-20 684
Opérations avec la clientèle		
Comptes ordinaires et à terme, dettes rattachées	-1 614 829	-2 479 480
Autres sommes dues		

G) Projet d'affectation des résultats de l'exercice :

En milliers de Francs CFP	2016
Résultat de l'exercice (Bénéfice)	2 944 102
Report à nouveau	
Total à affecter	2 944 102
Affectation à la réserve légale	
Distribution de dividendes	900 000
Affectation autres réserves	2 044 102
Total affecté	2 944 102

H) Résultat au cours des cinq derniers exercices :

Nature des indications (En milliers de Francs CFP)	2016	2015	2014	2013	2012
Capital en fin d'exercice					
Capital social	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000
Nombre des actions ordinaires existantes	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000
Operations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires	15 214 417	14 783 462	14 267 969	14 101 393	14 096 015
Bénéfice avant amortissements, provisions et impôts	5 729 494	5 824 010	5 285 608	4 514 258	4 185 005

Impôts sur les bénéfices et charges assimilées	2 164 182	2 229 070	2 200 933	1 782 510	1 630 538
Bénéfice après amortissements, provisions et impôts	2 944 102	2 883 391	2 715 840	2 368 143	2 286 859
Résultat par action (en unité monétaire)					
Résultat après impôts, mais avant amortissements et provisions	14 261	14 380	12 339	10 927	10 218
Résultat après impôts, amortissements et provisions	11 776	11 534	10 863	9 473	9 147
Personnel					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice (1)	394	378	371	363	354
Montant de la masse salariale de l'exercice (2)	2 181 933	2 108 102	2 029 911	1 909 677	1 877 901
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (2) (3)	1 135 915	1 050 439	1 051 764	977 320	951 485
(1) Hors personnel détaché					
(2) Déduction faite des charges refacturées au titre du personnel détaché					
(3) Intéressement des salariés compris					

I) Rémunération des membres du Conseil d'Administration et de la Direction. — Il n'a été alloué aucune rémunération aux membres du Conseil d'Administration, au cours de l'exercice.

La rémunération brute des membres de la Direction Générale, qu'ils soient salariés de la BRED Banque Populaire et fassent l'objet d'une refacturation par cette dernière à la BCI dans le cadre d'une convention de mise à disposition de personnel, ou qu'ils soient salariés de la banque, s'élève pour l'exercice à 68 915 192 FCFP.

J) Avances et crédits accordés et engagements donnés aux membres du Conseil d'Administration et de la Direction. — Aucune avance ou aucun découvert significatif n'a été accordé aux membres du Conseil d'Administration ou de la Direction Générale au cours de l'exercice.

Les prêts consentis aux membres du Conseil d'Administration ou de la Direction Générale, l'ont été aux conditions normales du marché, à raison de leur qualité de client de la banque, et non de leur participation aux organes de direction. Les conditions d'octroi n'ont pas dérogé aux conditions normales d'octroi des crédits à la clientèle.

Aucun engagement n'a été pris par la banque pour le compte des membres du Conseil d'Administration ou de la Direction Générale.

K) Rémunération des commissaires aux comptes. — Les honoraires des commissaires aux comptes facturés au titre du contrôle légal des comptes clos le 31 décembre 2016 s'élèvent à 14 060 000 FCFP HT.

L) Événements post-clôture. — Néant.

M) Consolidation. — La banque n'établit pas de comptes consolidés, soit parce qu'elle ne détient pas de contrôle exclusif sur ses participations et autres titres détenus à long terme, soit parce que l'intégration des filiales serait sans incidence sur les résultats consolidés.

La Banque est consolidée par mise en équivalence au sein du groupe BRED Banque Populaire.

N) Rapport de gestion et d'activités. — Le rapport de gestion décrivant en particulier les activités de l'exercice est mis à la disposition du public sur le site internet de la BCI, www.bci.nc.

B. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercices clos le 31 décembre 2016.)

Aux actionnaires

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Banque Calédonienne d'Investissement, établis en francs CFP, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français tels qu'applicables en Nouvelle-Calédonie, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification de nos appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables. — Votre société constate des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités, selon les modalités décrites dans la note 1.2 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations et des provisions spécifiques et statistiques et avons procédé sur ces bases, ainsi que par sondages, à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle ont été mentionnées dans le rapport de gestion.

Nouméa, le 28 avril 2017.

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Professional Services
Claudine Billaux-Guinchard
Associée

KPMG Audit
Jacques Le Maître
Associé

1703656